

## - Le Manifeste des Cent, le Mouvement socialiste et les femmes :

Il y avait déjà belle lurette que le vernis social-démocrate du Parti Québécois avait disparu sous Faction décapante de l'exercice du pouvoir et de la crise économique, quand, à l'automne 81, le Comité des Cent a publié son «Manifeste pour un Québec socialiste, indépendant, démocratique, et pour l'égalité entre les hommes et les femmes». C'était la première apparition publique d'un groupe constitué depuis déjà deux ans et où Ton retrouve des noms aussi familiers que ceux de Marcel Pépín et de Lucie Dagenais, respectivement ex-président et vice-présidente de la CSN, ou d'Yvon Charbonneau et de Raymond Laliberté, tous deux ex-présidents de la CEQ.

À moins d'avoir renoncé pour toujours à un peu plus de justice et de liberté, quand on regrette son vote avant même qu'il ait touché le fond de l'urne, ou qu'on ne vote plus du tout «parce qu'ils sont tous pareils», on dresse l'oreille plutôt que de rejeter d'un revers de main désinvolte.

Et cela fait plaisir d'entendre le Comité des Cent chercher à rompre avec la tradition autoritaire et méprisante de l'extrême-gauche, se prononcer contre le parti unique, contre la centralisation et les décisions dictées d'en haut et pour le respect de l'autonomie, aussi bien celle des syndicats et des organisations populaires que celle du mouvement des femmes.

Et cela redonne un peu d'espoir que le Comité des Cent ne se contente pas de critiquer, ni d'indiquer (à d'autres) les voies idéales de la Révolution. Car le Manifeste est un véritable appel à la formation d'un mouvement socialiste, avec en soixantième et dernière page des petits ciseaux et une ligne pointillée le long d'une demande d'adhésion en bonne et due forme.

Or, cet appel s'adresse directement aux femmes : le Comité des Cent fait de l'égalité entre les hommes et les femmes un objectif prioritaire, tant sur les principes que sur le recrutement et le fonctionnement interne. Des comités composés exclusivement de femmes ont été formés pour veiller au grain et défendre nos/leurs intérêts.

Mais les femmes se méfient des discours et des partis, et là-dessus l'histoire nous a donné raison plus souvent qu'autrement C'est pourquoi LA VIE EN ROSE a voulu en savoir plus long...

\*\*\*\*\*

Louise Toupin est l'une des co-fondatrices des Éditions du Remue-Ménage, une maison d'édition féministe créée en 1975. De la Gaspésie, où elle habite maintenant, elle nous a fait parvenir les réflexions que lui a inspiré le Manifeste.

### Loïn du mépris du P.Q.

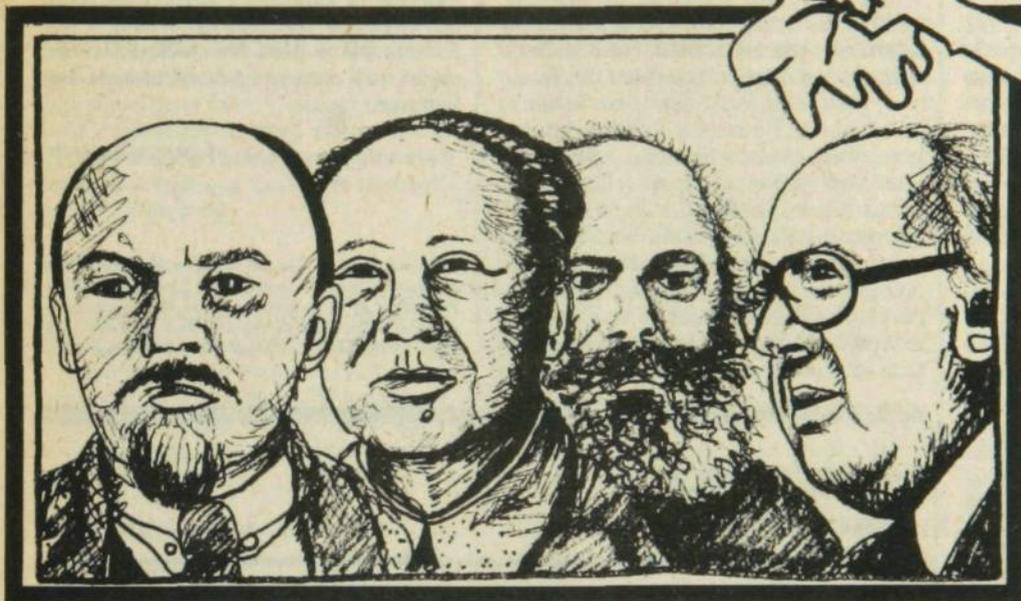
Le manifeste «Pour un Québec socialiste» produit par le Comité des Cent doit être salué. Nous retrouvons enfin dans ce texte le projet de société dont les jalons avaient été timidement posés par la gauche québécoise au tournant des années 70 et qui fut mystérieusement mis en veilleuse (par qui ?) depuis l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois.

Enfin un discours qui s'adresse à l'intelligence des gens, qui ne les prend pas pour des «caves» ! Enfin un discours qui s'éloigne de la méprisante propagande péquiste selon laquelle la population du Québec toute entière aurait connu dans le passé une ère d'opulence (sous le gouvernement du Parti Libéral ou celui de l'Union Nationale?) et doit maintenant apprendre à vivre pauvrement.

Enfin un discours qui affirme que les diverses formes de résistance populaire ne sont pas un frein à la lutte nationale «normale» d'un peuple «civilisé», mais plutôt que ces résistances sont les «... éléments d'un projet politique d'une société radicalement nouvelle (qui) affirment de plus en plus la nécessité d'une transformation en profondeur de la société québécoise dans le sens (des) intérêts et (des) espoirs collectifs (des femmes et des hommes des classes ouvrière et populaire)». (p. 31)

Enfin un discours qui va directement aux causes de l'exploitation des démunis de cette société ! De tous les démunis-s? Hélas non !

# MÊME SI LE COEUR Y EST...



## Le mystère de l'inégalité

Le Manifeste affirme que les femmes font intrinsèquement partie du mouvement socialiste :

«L'établissement de rapports égalitaires entre les hommes et les femmes est la base essentielle de la construction d'un véritable pouvoir populaire au Québec. Il s'agit là d'un objectif qui se situe au coeur même de notre projet politique.» (p. 46)

«Il faut en finir avec la division sexuelle du travail et la discrimination basée sur le sexe (...) et mettre en place des mesures spéciales pour enrayer systématiquement la discrimination historique...» (p. 46)

À la lecture, cependant, il laisse les femmes sur leur faim, ou à leurs chaudrons, en l'occurrence. Autant ce projet socialiste est volubile sur les causes et les origines des «classes ouvrière et populaire», autant il est muet sur les causes, ou du moins sur la recherche des causes de l'exploitation des femmes dans cette société. D'où viennent [l'inégalité, la division sexuelle, et la discrimination dont souffrent les femmes ? Or, quand on n'a pas déterminé les causes d'une exploitation, il est bien difficile de mettre de l'avant des solutions pour l'abolir...]

À ce sujet, le manifeste semble se contenter de mettre bout à bout le

discours déjà connu sur les femmes, en s'inspirant plus particulièrement des positions des centrales syndicales et du Conseil du statut de la femme : reconnaissance des responsabilités parentales et des tâches familiales comme étant des responsabilités sociales, partage égalitaire de ces responsabilités entre les hommes et les femmes et socialisation accrue des tâches de reproduction et de reconstitution. Comment actualiser tout cela ? Par la mise sur pied de garderies et par le fait que la collectivité toute entière assume «les coûts occasionnés par le fait d'avoir des enfants», par la reconnaissance sociale de la maternité, «fonction spécifique» des femmes», par le droit à l'avortement, etc.

## L'organisation de quel travail ?

«Cela suppose enfin une transformation radicale de l'organisation du travail.» (p. 47)

Soit mais l'organisation de quel travail ? De toute évidence, il s'agit ici du Vrai, du Seul travail, du travail Salarié, accompli en dehors de la maison.

Le 8 mars 1976, une alliance de groupes féministes montréalais affirmait :

«C'est toujours à partir de la façon dont nous subissons l'exploitation capitaliste que nous devons nous battre, à partir de notre rapport au Capital.»<sup>1</sup>

Selon ces groupes, qui entendaient remonter aux causes de l'exploitation et de l'oppression des femmes, le lieu premier de notre exploitation, c'est d'abord la famille, via le travail ménager que nous y exerçons gratuitement. Pour les tenants de cette tendance, dont je suis, c'est là le rapport particulier des femmes au Capital, l'exploitation spécifique des femmes, exploitation qui nous touche toutes, dans toutes les sociétés connues, autant dans le Tiers-Monde qu'ici. Un travail gratuit et essentiel au fonctionnement de toute société. Et tant que les femmes font ce travail gratuitement, dans la sphère «privée» de la famille, on n'en tient pas compte, ni dans le produit national brut, ni ajoutons-nous, dans les mouvements socialistes. Pour être reconnues comme des travailleuses, il faut *travailler*, et pour *travailler*, il faut avoir un *salaire*.

Je m'attriste beaucoup de ne pas avoir retrouvé dans le Manifeste l'analyse pourtant véhiculée depuis un certain nombre d'années par différents groupes autonomes de femmes dans le monde occidental capitaliste.

### Le travail ménager occulté

Cela me semble grave parce qu'ainsi le travail ménager reste toujours en marge, jamais «au coeur même de notre projet politique», là où le Manifeste dit pourtant qu'il veut voir les femmes. Continuer à occulter le travail ménager, c'est véhiculer l'éternel cliché de la gauche qui veut que la famille ne soit pas partie prenante dans la lutte pour le changement de la société. C'est véhiculer indirectement l'idée socialiste que la famille relève de l'idéologie.

Certaines féministes quant à elles, disent que la famille n'est pas une idéologie : c'est le lieu premier de l'exploitation spécifique des femmes, exploitation qui ne se résoudra pas comme par magie, par la magie du renversement du système. La question qui se pose alors est la suivante : quelle stratégie donnera davantage de force aux femmes pour abolir leur exploitation et négocier leurs intérêts spécifiques ? En d'autres termes, comment nous en sortir ?

Certains groupes de femmes ont répondu : par une lutte pour un salaire au travail ménager, salaire qui détruira la domination que nous subissons de la part des hommes et du Capital, et, ultimement, notre «vocation» de ménagère. Quand les esclaves se sont affranchies et ont été rétribuées pour leur travail, cela n'a pas renforcé leur condition d'esclaves, cela a détruit leur esclavage.

On peut être d'accord ou non avec cette stratégie. Mais il me semble que le Manifeste ne peut passer outre à tout le processus de réflexion collective qui a abouti au choix de cette stratégie.

Continuer à véhiculer la division travailleuses-ménagères, salariées-non-salariées, c'est non seulement occulter, cacher l'exploitation première des femmes, mais c'est aussi aller dans le sens de ce que le Pouvoir a toujours voulu faire, hélas, les syndicats aussi : diviser les femmes entre elles pour mieux régner sur elles. Le Manifeste dit : «Construire l'égalité entre les hommes et les femmes, c'est rassembler les conditions pour que le socialisme, l'indépendance et la démocratie se réalisent non pas à moitié, mais pleinement pour tous et pour toutes.» (p. 47)

Je serais portée à répondre que ce n'est pas une question de moitié, le socialisme, l'indépendance et la démocratie ne se réaliseront tout simplement pas sans ça. Et bien qu'il appartienne d'abord au mouvement féministe d'étayer l'analyse sur le sujet, je trouve regrettable que le Comité des Cent ne lui ait accordé aucune place dans les quelques rares pages qu'il consacre à l'exploitation des femmes.

LOUISE TOUPIN

<sup>1</sup> Les Éditions du Remue-Ménage, le Théâtre des cuisines, le Comité de lute pour l'avortement libre et gratuit, et le Centre de santé des femmes du quartier. Allocution prononcée lors des fêtes du 8 mars 1976, organisées par les centrales syndicales.

## ENTRETIEN avec Lina Trudel

Et les femmes du Comité des Cent, qu'en pensent-elles ? Pour le savoir, et pour avoir quelques éclaircissements sur les positions du Mouvement socialiste, LA VIE EN ROSE a discuté avec Lina Trudel, vice-présidente à la condition des femmes et membre du Comité central, où elle se retrouve en compagnie de quatre autres femmes et de six hommes.



Lina Trudel

LVR : On sait que pour les féministes, l'analyse de la famille est extrêmement importante. Nous sommes étonnées que votre manifeste reste muet sur la question. Faites-vous une critique de l'institution de la famille et de l'hétérosexualité ?

LT. : Nous n'avons pas eu beaucoup de débats là-dessus. Au sein du mouvement tout le monde s'entend pour dire que la famille traditionnelle est à remettre en question. Nous en avons parlé en discutant de la domination des femmes mais nous ne nous y sommes pas attardés. Quant à l'hétérosexualité, la question n'a jamais été approfondie ; nous l'avons abordée au sujet de l'éducation, surtout dans le sens de combattre toutes les formes de discrimination.

LVR : Dans votre manifeste, on ne retrouve nulle part les mots féminisme et féministes. Est-ce l'indice d'une réticence de la part du mouvement ?

LT. : Non, je ne pense pas. Je ne l'avais même pas remarqué. Nous n'avons pas de réticence à ces mots, nous les utilisons dans nos textes et la plupart des femmes du mouvement se disent féministes.

LVR : Autre question sur les termes : le Manifeste cite à plusieurs reprises des statistiques sur la population «active». Or cette expression exclut d'emblée la plus grande partie de l'activité des femmes, c'est-à-dire le travail ménager. Y avez-vous pensé ?

LT. : Il est vrai que ces termes sont embêtants et je crois qu'il faudrait les remettre en question. Par exemple, dans le vocabulaire traditionnel de la gauche, quand on parle de «travail social», on parle du travail à l'extérieur de la maison et on n'y inclut pas le travail ménager. Le Manifeste utilise encore l'expression dans ce sens et je crois que nous avons tort de le faire. D'autant plus que c'est contradictoire avec ce que nous disons : le travail ménager est un travail social et il faut que la société le reconnaisse comme tel.

LVR : Le Manifeste dénonce la discrimination faite aux femmes, le fait que sur le marché du travail nous soyons payées en moyenne deux fois moins que les d'emplois. Croyez-vous que cette discrimination et cette exploitation soient liées au fait que nous travaillons gratuitement à la maison ?

LT. : Certainement Je dois dire que d'après moi, et beaucoup de femmes du mouvement sont d'accord, la plus grosse lacune du manifeste est de ne pas dire que la base de l'exploitation des femmes, c'est que le travail ménager n'est pas rémunéré.

LVR : Vous n'étiez pas d'accord là-dessus au sein du mouvement ?

LT. : Au contraire, on s'entendait là-dessus. Mais dans le Mouvement socialiste... Comment t'expliquer? C'était l'une de nos positions, mais finalement, dans le Manifeste, elle n'est pas articulée à l'analyse de classe.

LVR : Pourquoi ?

LT. : Eh bien, je pense que c'est parce que nous n'étions pas assez fortes dans le mouvement pour l'imposer. Pour nous c'est une lacune importante. Il est clair que notre travail à l'extérieur est généralement un prolongement de notre travail ménager : enseignantes, secrétaires, infirmières, serveuses, etc. Comme le travail ménager et les compétences qu'il exige ne sont pas valorisés, notre travail à l'extérieur ne l'est pas non plus. Il faut valoriser le travail ménager.

LVR : Mais la droite a toujours valorisé le travail ménager. Elle a toujours affirmé que nos mères étaient des saintes et glorifié les Yvettes. En quelle valorisation pouvons-nous croire maintenant, à part celle d'une étiquette de prix à notre travail ?

LT. : Mettre une étiquette de prix à notre travail, pour en montrer la valeur, je trouve ça parfait Par exemple, je crois qu'on évalue maintenant à 25 000\$ le travail d'une ménagère à plein temps.

LVR : Et que pensez-vous de la revendication de plusieurs groupes féministes, dont LA VIE EN ROSE, d'un salaire au travail ménager ?

LT. : Nous en avons discuté, mais nous n'avons pas pris position. Nous trouvons cette revendication légitime dans un certain sens mais elle soulève énormément de réticences. Selon nous, cela signifierait que les femmes restent à la maison, parce qu'un salaire les encourageraient à continuer de faire seules ce travail.

LVR : Mais en période de crise et de chômage, que proposez-vous aux femmes, à part la double journée de travail pour celles qui ont la «chance de l'avoir» ? En pratique, qu'est-ce que ça veut dire pour vous la reconnaissance sociale du travail ménager ?

LT. : Ça veut dire que beaucoup de tâches devraient être assumées socialement par exemple des garderies, des services et des équipements collectifs, des cantines, des comptoirs de vêtements. Il faudrait que le coût pour élever des enfants soit partagé par l'ensemble de la société.

LVR : Ces solutions peuvent être un appui technique et financier au travail ménager mais elles ne l'éliminent pas. Et le partage des tâches qui existeront toujours repose sur des gestes privés : un conjoint qui «accepte» de reconduire les enfants à la garderie. Le Manifeste parle d'une transformation radicale du travail, de collectivisation et de socialisation. Comment faire pour que les femmes ne dépendent plus d'une négociation individuelle, de la «gentillesse» de leur conjoint ?

LT. : Il faudrait que la société tienne compte des femmes qui ont des enfants. Il est indispensable que nous ayons de véritables congés de maternité. Mais il faudrait aussi intégrer dans les conventions collectives des congés pour que les gens qui ont des enfants puissent assumer leurs responsabilités parentales.

LVR : Je suis bien d'accord. Mais si vous réclamez des heures payées, du temps salarié pour accomplir le travail ménager, comment se fait-il que cette revendication ne soulève pas les mêmes réticences que celle du salaire au travail ménager ?

L.T. : Oui... Évidemment! (Sourire) Je ne sais pas. C'est une bonne question. Vois-tu, dans le Manifeste, nous en sommes resté-e-s aux principes généraux.

LVR : La question se pose aussi comme principe général. D'une part vous dites que le travail ménager est un travail social et d'autre part, vous proposez l'instauration d'un mode de rémunération basé sur la participation au travail social. En toute logique, vous devriez être en faveur du salaire au travail ménager.

LT. : En effet ce serait logique !

LVR et LT. : (rires)

LT. : Il est vrai qu'il y a bien des contradictions dans le Manifeste et je suis d'accord avec vous quand vous les soulignez. Le Comité national des femmes et les comités régionaux ont le mandat de poursuivre l'analyse de l'exploitation spécifique des femmes, de reprendre le débat sur le travail ménager, d'organiser des rencontres avec des groupes féministes pour discuter de tout cela. Il y a bien des trous dans le Manifeste ; rien sur l'écologie, rien sur l'agriculture, rien sur le logement. Mais il y a aussi des acquis. Nos positions ne viennent pas d'une théorie marxiste que nous aurions essayé d'appliquer à la réalité. Nous sommes parti-e-s de la réalité, et c'est ce qui nous a amené-e-s à mettre l'objectif de l'égalité entre les hommes et les femmes sur le même plan que le socialisme. Nous savons que trop souvent le terme égalité ne veut pas dire grand-chose dans les faits, mais nous voulons lui redonner tout son sens.

LVR: Comment ?

LT. : Nous sommes conscient-e-s qu'il s'agit vraiment d'une lutte, qu'à l'intérieur même du mouvement il faut se battre pour que les femmes participent pleinement et développent des positions qui correspondent à nos intérêts. Pour nous l'égalité n'est pas un principe creux, une position opportuniste. Si la position de l'égalité entre les hommes et les femmes est là, sur le même pied que le socialisme, c'est parce qu'il y a des femmes qui se sont battues pour qu'elle y soit. Nous avons des lacunes au plan théorique, mais nous avons mis en branle des mécanismes pour que dans notre pratique, le débat sur la situation des femmes se poursuive. Et cela est très important.

SYLVIE DUPONT